

Marc Le Fur

“Je serai candidat à la présidence de la Région”

Le député UMP des Côtes-d'Armor le déclare officiellement à *Bretons* : il sera candidat aux prochaines élections régionales, avec l'ambition de ravir à la gauche la présidence de la Région Bretagne.

PROPOS RECUEILLIS PAR MAIWENN RAYNAUDON-KERZERHO
PHOTO EMMANUEL PAIN

BRETONS : Serez-vous tête de liste pour l'UMP aux prochaines élections régionales ?

MARC LE FUR : Beaucoup de gens me le demandent, ma réflexion est déjà engagée depuis un certain temps et j'aspire effectivement à mener une liste d'union de diverses sensibilités pour la Bretagne, même si la campagne ne commencera qu'au printemps.

Avec qui sera-t-elle constituée ?

On n'en est pas encore là, mais je travaille avec des gens depuis un certain temps sur cette question. Mon vrai souci, c'est que cette union soit réelle, il ne s'agit pas d'une liste constituée par les partis politiques mais par les gens qui veulent s'investir pour la Bretagne. Je sais bien aussi que c'est un exercice qui sera compliqué, et en même temps passionnant. On va arpenter la Bretagne, aller au-devant des Bretons et des Bretonnes.

Certains avaient demandé une primaire pour désigner la tête de liste de la droite ?

Je ne crois pas qu'une primaire aurait apporté grand-chose. Objectivement, la plupart des responsables politiques de ma sensibilité m'encourageaient à y

aller. Je veux surtout réunir ceux qui aiment la Bretagne, qui veulent travailler pour elle, qui ont des ambitions pour leur région, qui veulent se rassembler en dépit de sensibilités qui peuvent être diverses, de compétences qui peuvent être diverses. Et, bien évidemment, des femmes et des hommes qui veulent se battre pour la Bretagne.

Sur quel projet, sur quelles idées ?

C'est un travail d'élaboration qui va se faire. Par contre, ce qui est clair, c'est qu'il faut que nous soyons conscients des obstacles qu'il nous faut franchir. Le premier, c'est celui de la crise. Une crise économique qui n'est pas singulière à la Bretagne, qui est nationale. Il se trouve qu'il y a quand même une singularité en Bretagne : au début de la crise, nous avons été relativement épargnés. Maintenant nous connaissons une situation de chômage qui s'est accrue. On n'est pas encore tout à fait à la moyenne nationale, mais il n'y a plus qu'un point qui nous sépare. La crise

est arrivée chez nous. Elle n'est pas liée seulement à l'agroalimentaire, d'autres secteurs sont touchés. J'en veux pour preuve le bâtiment. En Bretagne, en nombre de logements en construction par habitant, on est à des taux inférieurs à ceux des années 1950 ! C'est d'autant plus grave que ce sont 60 000 personnes qui travaillent dans ce secteur. On a aussi une vraie crise de l'automobile et, là, les mesures gouvernementales ne nous aident pas. Quand le gouvernement tape sur le diesel, c'est redoutable pour Rennes. 90 % des véhicules qui sortent des usines Citroën à Rennes sont des diesels. Quand on prend 4,5 centimes sur le diesel, cela impacte plus encore la Bretagne, qui est une des régions où le taux de diésélisation est le plus fort. J'ai fait le calcul : la décision d'augmentation des taxes qui s'applique depuis le 1er janvier, c'est cinquante millions d'euros pris dans la poche des Bretons. Il existe donc des phénomènes de crise, mais pas seulement. Il y a d'autres points qu'il faut savoir mettre en exergue, dans le diagnostic que nous faisons de la Bretagne. La région avait une caractéristique : l'équilibre. Nous connaissons un déséquilibre depuis longtemps entre le centre et les côtes. Mais un autre, qui devient préoccupant, s'accroît entre l'Est et l'Ouest. Les chiffres sont éloquentes, quand on compare les progressions de population : en trente ans, Rennes, c'est 100 000 habitants en plus, Vannes plus de 40 000, Saint-Malo, Saint-Brieuc et Lorient plus de 15 000. Par contre, il existe une vraie difficulté à Brest. Il ne s'agit pas de stigmatiser quiconque,



mais de constater un vrai déséquilibre Est-Ouest en Bretagne et de se donner les moyens d'y remédier. Le vrai sujet, c'est que c'est au détriment des deux côtés. Dans l'agglomération rennaise, il y a un risque de saturation réel, qui se traduit par des terres qui deviennent très rares, du logement qui devient cher, des transports qui deviennent compliqués.

Mais que peut faire un conseil régional, en l'état actuel de ses compétences, sur toutes ces questions ?

L'orientation économique, c'est lui ! Ça devrait l'être un peu plus, si on en croit les futures dispositions de la loi, même

si on ne sait pas encore entre départements et Régions quelles seront les compétences des uns et des autres. Les infrastructures, c'est lui. Il peut d'une manière ou d'une autre prendre en compte ce type de situations.

Vous pointez également un déséquilibre en termes humains ?

On est dans une société française où beaucoup de gens décrochent, dès le niveau scolaire. Là, il y a une responsabilité des Régions du fait des lycées. D'autres décrochent après, dans la vie active. Je crois qu'il faut qu'on mette en exergue la notion de deuxième chance. Second élément d'analyse à intégrer : nous sommes dans un pays, la France, fondé sur une logique très étatique et on a une véritable crise de l'État, avec une multiplication de carcans administratifs. Ces carcans incitent à l'esprit de routine, alors que nous, Bretons, nous devons être dans une autre logique, celle de l'initiative, de la liberté d'entreprendre, de l'encouragement de ceux qui sont nos pionniers. Dans toute société, il y a des pionniers, qu'il s'agisse de l'économie, de la recherche, du domaine artistique. Au lieu de les décourager, il faut que nous les encourageons. La France s'est donné un principe de précaution, moi je veux que la Bretagne se donne un principe d'innovation.

Et puis, l'autre point qu'il nous faut intégrer dans le diagnostic, c'est le risque de banalisation. Si la Bretagne se banalise, elle est dernière de la classe. On n'a pas la taille des très grandes régions européennes, on n'est pas au centre de ce qu'on a appelé la "banane bleue", le Benelux, etc., notre rôle et notre devoir, c'est de refuser cette banalisation et de jouer de notre singularité. Notre culture, notre langue, sont un atout. Il ne faut pas que ça soit simplement le fait d'une volonté d'un samedi soir. Ça doit imprégner notre logique. Je m'efforcerai, si nous avons la majorité, de faire en sorte que les jeunes Bretons réapprennent ou apprennent leur culture, leur identité,

qu'il y ait une véritable transmission. On a du temps libéré du fait des fameux Tap (temps d'activités périscolaires, ndlr), je veillerai à cofinancer par la Région des temps où les jeunes Bretons pourront apprendre leur histoire, leur géographie, leur culture. Le propre de la transmission, c'est que chacun se situe dans le temps et dans l'espace et sache qu'il y a une logique bretonne, un réseau breton, qui fonctionne non seulement à l'intérieur de la région mais dans la diaspora. Il faut, au nom de ce refus de la banalisation qui serait pour nous une condamnation, se donner les moyens de transmettre.

Cela passe par des crédits supplémentaires dédiés à la langue bretonne ?

Bien sûr, mais ça passe aussi par quelque chose de plus répandu au niveau des jeunes Bretons. La réforme scolaire a libéré du temps, plutôt que de se contenter d'une garderie, saisissons-le pour faire entrer dans l'école la culture, la géographie et l'histoire de la Bretagne.

"Nous sommes tous Français et unis", c'est le discours dominant après les événements de Charlie Hebdo. Parler aujourd'hui d'identité bretonne, n'est-ce pas ajouter en ce moment une difficulté supplémentaire ?

Non, je crois bien au contraire que notre projet, c'est de s'intégrer à la nation par la région. L'intégration n'est pas abstraite, elle est dans son voisinage, sa commune, son lieu de vie, donc sa région, la Bretagne. Et cette intégration dans la région est une étape qui concourt à une intégration plus large. Il ne s'agit pas d'exclusion.

Est-ce que vous continuerez, au conseil régional, à porter la revendication de réunification ?

Bien sûr. Je crois que c'est une erreur historique qui a été commise par notre gouvernement, de ne pas comprendre la demande des Bretons. On savait bien qu'on ne pouvait aller vers une Bretagne à cinq que dans une réforme globale de la carte. Cette réforme globale a été annoncée, on y a cru, et c'est la déception. Je considère qu'aujourd'hui, la situation est pire qu'avant. Avant, on était sur des cartes définies par les gouvernements successifs, mais qui n'avaient pas de validation législative. Aujourd'hui, c'est une carte validée par la loi. Donc, hélas, c'est une régression pour nous. Et, →

en plus, on nous a baladés sur le droit d'option en nous disant : ne vous inquiétez pas, vous aurez quelques avantages sur le droit d'option. Eh bien non, toute évolution nous a été refusée ! Je considère qu'il nous faut devenir des vrais militants de la région Bretagne. Parce qu'on voit bien que l'évolution, et la loi d'ailleurs, sont très favorables aux métropoles. On a la chance d'avoir des métropoles, Brest, Rennes, Nantes, même si on nous l'a refusé. Il faut que nous ayons une région forte pour équilibrer ces métropoles entre elles, mais aussi faire en sorte qu'elles vivent en harmonie avec le reste du territoire breton qui

En septembre dernier, dans un entretien, vous aviez expliqué qu'il ne faut pas "mettre la Bretagne d'un côté et l'économie de l'autre, la Bretagne est la clé de la réussite économique" ?

Tout à fait. C'est pour cela que j'insiste sur le risque de banalisation. Quand on n'est pas les mieux placés au niveau géographique, il faut que nous sachions avoir notre logique à nous, notre créneau, notre identité. Je prends un exemple : Produit en Bretagne. C'est la preuve qu'il existe une marque bretonne,

beaucoup de centres de décision chez nous. L'éloignement des centres de décision est maintenant un vrai sujet. Je prends un exemple relativement ancien : la nationalisation de la Banque de Bretagne, qui a été une catastrophe pour l'histoire économique de la région. Parce que c'était la banque de l'investissement en Bretagne, qui était tenue et dirigée par des Bretons. Maintenant, c'est devenu une banque nationale. Il faut que nous sachions intégrer cette nécessité de garder les centres de décision en Bretagne et être vigilants sur ce qui pourrait les éloigner. L'arrivée du TGV à Rennes, c'est évidemment un progrès. Mais c'est aussi une menace quant aux centres de décision, il ne faut pas le cacher.

“Notre région n'a pas su répondre à cette montée du jacobinisme qui a été très nette. Elle n'a pas su parler d'une voix forte au moment des crises.”

est composé de villes moyennes, de plus petites et du monde rural. On n'est pas dans une logique qui existe au niveau national, Paris et le reste. Non, tout ça doit être en harmonie.

Au niveau gouvernemental, les socialistes ont déçu les Bretons ?

Ce que je reproche, c'est que notre région n'a pas su répondre à cette montée du jacobinisme qui a été très nette. Notre région n'a pas su parler d'une voix forte au moment des crises, celle de l'an dernier, on a entendu des tas de gens mais finalement pas la région. Et on se laisse balader sur des promesses. Le président et le Premier ministre nous promettaient deux milliards, celui qui est venu dernièrement, monsieur Valls, promet trois milliards. Vivement le prochain Premier ministre qu'on ait quatre milliards ! Alors que tout ça n'arrive nulle part, évidemment. Ne nous laissons pas bercer d'illusions.

qui a une réalité et une incidence économique. Il faut qu'elle joue dans tous les domaines. Regardez les chiffres du tourisme. On était il y a quelques années à 107 millions de nuitées par an. Maintenant, on est à un peu plus de 90. Tout ça, il faut le restaurer, le rétablir, le renforcer.

En mettant en avant des choses autant culturelles qu'économiques ?

Oui. Les choses ne sont pas étanches. C'est parce qu'il y a une identité, une personnalité bretonne, que nous avons une cohérence interne et que nous sommes attractifs pour l'extérieur. C'est pour cela que j'évoque la menace de la banalisation. Jusqu'à il y a peu de temps, on peut considérer que nous avons

Une étude est parue sur l'insertion sociale des étudiants. On y voit que l'université de Bretagne-Sud est très bien placée en termes d'insertion professionnelle, mais que ses ex-étudiants ont des salaires moins élevés qu'ailleurs...

C'est vrai que la Bretagne a été, avant la crise, sur un choix d'un taux de chômage plus faible que la moyenne nationale et aussi de salaires plus faibles. On dit souvent que la France a établi une préférence pour le chômage, ce qui n'est pas faux dans un sens. La Bretagne avait établi une préférence pour le plein-emploi. Avec, c'est vrai, une contrepartie de salaires plus modestes, un pouvoir d'achat moindre. Mais je le vois chez moi, jusqu'à il y a encore quelques années, un ouvrier de l'agroalimentaire vivant avec une aide-soignante, donc des gens aux revenus modestes, arrivaient encore à accéder à la propriété. C'était un système logique. Alors que c'était impossible dans des agglomérations type région parisienne, avec pourtant des salaires plus élevés.

Si jamais vous êtes élu président de la Région, vous abandonnez votre mandat de député ?

Si je suis élu président de la Région, je ne solliciterai pas un nouveau mandat de député, comme de toute façon c'est la loi. Je suis également conseiller général. À partir du moment où on vise un objectif précis, on en tire toutes les conséquences. Je ne me représenterai pas non plus. La suite se prépare, elle appartiendra aux locaux, dans ma circonscription. J'estime qu'on doit se consacrer entièrement à cette tâche qu'est la Bretagne. ■